STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 22 août 2013

DÉCLARATION DU GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO SUR LA REVISION DE MOODY'S FAISANT PASSER LA PERSPECTIVE DE L'ETAT DE NEW YORK A POSITIVE

« La mesure prise aujourd'hui par Moody's Investors Service de réviser et faire passer la perspective de l'Etat de stable à positive constitue une autre confirmation forte des progrès que nous avons réalisés pour remettre de l'ordre dans les finances de l'Etat de New York. Après des années de retards dans les budgets et d'impasse législative, nous avons pu montrer que l'Etat de New York fonctionne à nouveau et rétabli la confiance dans le gouvernement. Depuis ma prise de fonctions, mon administration a réalisé trois budgets équilibrés en temps et en heure, contrôlé les dépenses du gouvernement, et réduit les impôts pour la classe moyenne aux niveaux les plus bas en 60 ans. L'Etat de New York a gagné plus de 300 000 emplois du secteur privé et ce chiffre augmente tous les jours, et cette dynamique nous amène à la stabilité financière et la prospérité économique. »

Un extrait du rapport Moody's est présenté ci-dessous.

###

Moody's fait passer la perspective de l'Etat de New York à positive ; confirme la cote de Aa2 aux obligations générales

L'Etat a 62,1 milliards de dollars d'encours de dette publique financée par les recettes fiscales nettes

NEW YORK, 22 août 2013 -- Moody's Investors Service a changé la perspective de l'Etat de New York à positive, et confirmé la cote Aa2 des 3,5 milliards de dollars des obligations à caractère général de l'Etat de New York. Moody's a également confirmé la notation de tous les encours d'obligations adossées aux crédits et obligations à caractère général ainsi que de divers programmes d'interception d'Etat (voir la liste détaillée ci-dessous).

RESUME DE LA JUSTIFICATION DE LA COTE

La perspective positive reflète les améliorations de l'économie, de la gouvernance, de la situation financière et des perspectives budgétaires de l'Etat, qui, si elle se poursuivent, permettront à l'Etat d'améliorer ses réserves et de se rapprocher de l'équilibre structurel.

La notation Aa2 des obligations à caractère général de l'Etat de New York reflète la force relative et la récente résilience de son économie ; les contraintes de gouvernance notamment un historique de retards de budgets et de pouvoir exécutif limité pour réduire les crédits ; une situation financière qui s'est améliorée mais demeure en-dessous de la moyenne ; une dette combinée et un poids des retraites modérés ; une gestion saine de la dette et des prévisions financières fréquemment mises à jour. La notation intègre les améliorations notables de l'économie, la gouvernance, la situation financière, et l'équilibre budgétaire de l'Etat au cours des trois dernières années fiscales, ainsi que les autres risques, notamment la faiblesse du secteur des services financiers, la volatilité constante des revenus, et le solde des fonds et des liquidités relativement faible.

FORCES

- Une économie diversifiée, mature, et riche qui attire une main d'oeuvre mondiale, hautement qualifiée, et qui a fait preuve d'une résilience au-dessus de la moyenne lors de la reprise.
- Une longue expérience du comblement des déficits budgétaires annuels, et plus récemment, avec des solutions structurellement plus équilibrées
- Les réserves accumulées en prévision des temps difficiles sont restées stables pendant 10 années consécutives, apportant une souplesse de trésorerie, bien qu'à des niveaux comparativement bas.
- Le système de retraites de l'Etat est bien capitalisé comparé à d'autres Etats et le passif non capitalisé est modeste, plaçant les coûts fixes de l'Etat à la moyenne médiane des 50 états par rapport au total des revenus
- Un renversement récent de l'historique de l'impasse politique, reflétée dans des budgets en temps et en heure, une mise en oeuvre du contrôle des dépenses et une tendance de budgets structurellement équilibrés.

DEFIS

- La volatilité des revenus provenant de la dépendance de l'Etat vis à vis du secteur des services financiers et des impôts sur le revenu, mettant en danger les équilibres budgétaires, les liquidités et la stabilité financière
- Les soldes des fonds relativement bas n'offrent qu'une protection minime contre la volatilité des revenus.
- Le fardeau de la dette au-dessus de la moyenne, financée par les recettes fiscales, reflète en partie un historique de raccomodage lié au déficit.

DISCUSSION DETAILLEE SUR LE CREDIT

LA SITUATION FINANCIERE S'AMELIORE MAIS DEMEURE EXPOSEE A DES TENDANCES DE VOLATILITE DES REVENUS

L'Etat de Nexw York a terminé l'année fiscale 2013 avec un solde des fonds généraux budgétaires de 1,61 milliard de dollars (3,1 % de recettes et de transferts nets), légèrement diminué par rapport au solde de clôture de près d'1,8 milliard de dollars de l'année précédente. Le solde de clôture comprenait 1,1 milliard de dollars de réserves de stabilisation du taux d'imposition, 175 millions de dollars de réserves pour les temps difficiles, 75 millions de dollars de solde de fonds non désigné et 77 millions de dollars de réserves non affectées administrativement désignées pour les accords sur le travail de l'année précédente. Le solde de clôture du fonds de fonctionnement de l'Etat a augmenté pour passer de 3,8 milliards de dollars en année fiscale 2012 à 4,3 milliards de dollars (4,9 % de recettes et transferts nets). Le fonds de fonctionnement de l'Etat comprend le Fonds général, un fonds de revenus spéciaux financé par l'Etat et des fonds de réserve pour le service de la dette.

L'Etat a eu des difficultés à réaliser les prévisions de revenus du buget adopté au cours des dernières années, et les recettes totales en 2013 sont tombées à 281 millions de dollars en-dessous de la prévision initiale. Cependant, l'Etat a pu largement maintenir l'équilibre budgétaire en freinant les décaissements.

Sur la base des chiffres des principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'année fiscale 2013 (se terminant au 31/03), la situation financière de l'Etat de New York s'est améliorée mais demeure légèrement négative et bien en-dessous des niveaux d'avant la récession. Les soldes des fonds généraux disponibles (soldes non affectés plus le fonds en prévision des temps difficiles) ont augmenté en négatif à 2,2 milliards de dollars (-3,6 % des revenus et transferts nets) en année fiscale 2013, marquant une amélioration importante par rapport au négatif de 5,6 milliards de dollars en année fiscale 2010.

Avec un dépôt de 100 millions de dollars en année fiscale 2012, le fonds de réserves de stabilisation du taux d'imposition de 1,1 milliard de dollars (1,8 % des revenus) est resté plutôt stable pendant plus de dix ans, offrant un soutien de trésorerie constant mais modéré. Cependant, les réserves sont petites par rapport aux revenus et étant donné la volatilité historique de la base de revenus de l'Etat.

La situation de trésorerie de l'Etat s'est renforcée, et le solde de trésorerie mensuel du fonds général le plus bas en année fiscale 2013 a été de 1,5 milliard de dollars, comparé au solde négatif de 87 millions de dollars de l'année fiscale 2011. En conséquence, l'Etat n'a pas différé les paiements de l'aide scolaire, les distributions STAR ou remboursement fiscaux au cours des deux dernières années fiscales, ni n'a emprunté en interne de son fonds d'investissement à court terme (3,8 milliards de dollars de solde de clôture en année fiscale 2013) au cours de la même période. Le solde du fonds de l'Etat et la situation de trésorerie restent au-dessous des niveaux d'avant la récession, et n'offrent qu'une protection limitée contre les tendances historiques de volatilité des revenus. Au cours des deux dernières récessions, les pertes sèches de revenus ont conduit à des diminutions rapides du solde du fonds selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR).

UN TROISIEME BUDGET CONSECUTIF EN TEMPS ET EN HEURE REDUIT LES DEFICITS PREVUS

Pour la troisième année consécutive, l'Etat a adopté un budget en temps et en heure pour l'année fiscale 2014. Du milieu des années 1970 jusqu'en 2004, le budget de l'Etat a accusé 14 fois un retard de plus de 30 jours et a toujours dépassé la limite des 30 jours sauf lors d'une année entre 1994 et 2004. Depuis 2005, l'adoption du budget de l'Etat a dépassé ce seuil seulement en 2010.

Le budget de fonctionnement de l'Etat augmente de 1,9 milliard de dollars (2,1 %) au cours de l'année fiscale 2013, sous l'effet de la croissance de l'aide aux districts scolaires, Medicaid, diverses subventions d'aide locale et du service de la dette.

Les déficits budgétaires prévus au moment de l'adoption augmentent de 2 milliards de dollars environ en année fiscale 2015 à 2,9 milliards de dollars en année fiscale 2017. Cette image est plus euphorique que celle dépeinte d'avant l'adoption du budget lorsque le bureau du budget avait prévu le déficit de 2016 à 5,7 milliards de dollars. La réduction des déficits prévus provient principalement de l'extension à l'année fiscale 2017 des augmentations de plusieurs impôts, notamment les impôts sur le revenu personnel.

Les revenus de l'année fiscale 2014 jusqu'en juillet 2013 ont bénéficié d'un accord financier de 250 millions de dollars avec la banque de Tokyo-Mitsubishi, et du règlement de contrats tribaux, qui ajouteront 204 millions de dollars dans les coffres de l'Etat cette année.

L'ETAT REGAGNE DES EMPLOIS PERDUS AVEC LA RECESSION

Malgré de fortes créations d'emplois pour sortir de la récession, l'Etat de New York reste vulnérable face à des conditions de marché financier néfastes étant donné sa dépendance vis à vis des recettes d'impôts sur le revenu des riches et sa grande exposition à l'emploi dans l'industrie des valeurs mobilières. Tout au long de la récession, les pertes d'emploi dans l'Etat ont été moins sévères qu'au plan national, et la croissance d'une année sur l'autre a dépassé ou a été très représentative de celle des Etats-Unis pendant la reprise. Ainsi, l'Etat a retrouvé le pic du niveau de l'emploi salarié d'avant la récession en 2012, tandis que les Etats-Unis n'ont pas encore réalisé ce point de référence. Mais alors que la croissance de l'emploi salarié américain s'est intensifiée en 2012, augmentant du rythme de 1,2 % en 2011 à 1,7 %, le rythme de croissance de l'emploi de l'Etat de New York de 1,4 % a suivi la même tendance que l'année précédente. L'Etat et les Etats-Unis ont eu davantage de faibles créations d'emplois au cours de la première moitié de 2013.

Le taux de chômage de l'Etat est resté très en-dessous de la moyenne américaine mais s'est avéré plus résistant lors de la reprise économique. En juin 2013, le taux de chômage de l'Etat était de 7,6 %, par rapport à 7,5 % dans tous les Etats-Unis, comparé à un pic de récession de 8,9 % pour l'Etat et de 10 % pour la nation.

Les chiffres de l'emploi en général dans l'Etat de New York ne sont pas par eux-mêmes aussi significatifs qu'ils peuvent l'être ailleurs, en raison de la forte dépendance de l'Etat vis à vis des impôts payés par ceux qui ont des hauts revenus en oeuvrant dans l'industrie des services financiers. L'Etat a perdu plus de 69 000 emplois de l'activité financière depuis un sommet jusqu'à un creux pendant la récession.

La perte de ces emplois hautement rémunérés affecte les finances de l'Etat de manière disproportionnée, étant donné la structure progressive des impôts et le fort pourcentage du total des recettes fiscales provenant des impôts sur le revenu (60 % pour l'année fiscale 2012). Les revenus personnels ont davantage diminué pendant la récession qu'au plan national. Plus récemment, la croissance des revenus personnels a été légèrement plus lente qu'au plan national, augmentant de 2,4 % en 2012, comparé à 3,5 % pour les Etats-Unis. Les revenus personnels par tête de l'Etat restent très forts à 122 % du niveau national.

LES RETRAITES BIEN PROVISIONNEES COMPENSENT EN PARTIE LE NIVEAU ELEVE DE LA DETTE

L'endettement obligataire de l'Etat de New York est le cinquième plus élevé de la nation au prorata de la population. La dette totale financée par les recettes fiscales nettes de 62,1 milliards de dollars comprend 5,4 % du produit intérieur brut de l'Etat, comparé à la moyenne médiane de 2,4 % au plan national. La dette par tête est de 3 174 $, comparé à la moyenne médiane de 1,074 $, et la dette en pourcentage du revenu personnel est de 6,3 % comparé à 2,8 % au plan national.

L'Etat de New York traîne un fardeau d'engagements de retraites non capitalisés en-dessous de la moyenne, basé sur sa part au titre du système de retraite des fonctionnaires de l'Etat de New York (NYS Employees Retirement System) et du système des retraites des pompiers et de la police (Police and Fire Retirement System). Nous estimons que la part de l'Etat au titre des 8,9 milliards de dollars déclarés des engagements globaux de retraites non capitalisés pour les deux systèmes était de 3,8 milliards de dollars au 31 mars 2011. Ensemble, ces engagements non capitalisés déclarés totalisent 2,9 % de tous les revenus des fonds gouvernementaux de l'Etat de New York pour 2011.

En raison de l'amortissement des cotisations de retraites, que nous considérons comme une forme d'emprunt déficitaire, les contributions de l'Etat aux plans de retraites s'établissaient à 67 % de la contribution exigée en 2013. Selon le calendrier des paiements d'amortissement de l'Etat, l'Etat contribuera selon un pourcentage accru de la contribution obligatoire jusqu'en 2018, où ses contributions dépasseront le montant exigé.

Les engagements de retraites nets ajustés de l'Etat, selon notre méthode pour l'ajustement des données de retraite déclarées, s'établissent à 22 milliards de dollars ou 16,6 % de tous les revenus des fonds gouvernementaux, comparé à une moyenne médiane d'Etat de 45,1 %. Pour les engagements de retraites nets ajustés, Moody's applique un indice des obligations pour déterminer la valeur actuelle des engagements du plan, intègre la valeur de marché (plutôt que la valeur actuarielle) des actifs du plan et apporte d'autres changements pour améliorer la comparabilité des engagements de retraites déclarés. Les ajustements ne sont pas destinés à remplacer les informations des engagements déclarés de l'Etat de New York, qui reflètent les plans de financement à long terme de l'Etat, mais permettent d'améliorer la comparabilité avec d'autres Etats. La part des engagements de l'Etat de New York pour les deux plans de retraite a été déterminée par rapport à ses contributions dans chaque plan.

L'Etat a récemment mis en oeuvre une réforme des retraites pour les nouveaux employés qui élèvera l'âge de départ à la retraite, augmentera les cotisations des employés dans leur plan de retraite, ainsi que le nombre d'années inclus dans le calcul du salaire moyen final, sur lequel les prestations de retraite seront basées.

EXPOSITION A UNE DETTE A TAUX VARIABLE ET A DES DERIVES SUR TAUX D'INTERET MODESTE

Au 31 mars 2013, l'Etat de New York avait un encours de dette publique à taux variable de 2,3 milliards de dollars, qui comprenait un taux modeste de 4 % de la dette financée par les recettes fiscales nettes. L'Etat a environ 2,1 milliards de dollars d'encours de swaps, avec une valeur de marché combinée de 255 millions de dollars en négatif à la mi-août 2013. L'Etat est exposé à la volatilité potentielle des taux d'intérêt liée au récent déclassement de la Bank of America, apporteur de liquidités, qui fournit des lettres de crédit pour 34 % de la dette à taux variable de l'Etat. L'Etat déclare, cependant, que les remises en marché ont été réussies.

PERSPECTIVE

La perspective positive reflète les améliorations de l'économie, de la gouvernance, de la situation financière et des perspectives budgétaires de l'Etat, qui, si elle se poursuivent, permettront à l'Etat d'améliorer ses réserves et de se rapprocher de l'équilibre structurel.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418